

# CHRONIQUE

## de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité

**FAIT DIVERS**

### UN VOLEUR SAUVEUR P.4

**BURKINA FASO :**

**Le regard d'un insurgé des 30 et 31 octobre 2014** P.7

*Faible mobilisation à la marche de la coalition hier :*

## L'opposition bloque le dialogue en brandissant des préalables et opte pour la rue P.3

## La CSET et le SYNPHOT lancent leur grève pour une jonction d'action avec l'opposition



Gilbert Tsolényanou (SYNPHOT)



Des leaders de l'opposition dans la rue



Atsu Atsa (CSET)

**En marge du 30<sup>ème</sup> Sommet de l'UA :**

## Faure Gnassingbé fait Champion du marché unique aérien africain



Faure Gnassingbé et ses pairs coupant le ruban symbolique

**Grand meeting du mouvement des jeunes de UNIR :**

## La jeunesse du parti attachée aux valeurs de la paix P.4



Les jeunes cadres UNIR

**Civisme fiscal :**

## L'OTR monte au front, les meilleurs contribuables récompensés P.5

**Togo :**

## La FOADDIP, une entité de ESMC pour atteindre les 17 ODD P.5



**Projet Eau et Assainissement au Togo :**

**Tsévié, Sokodé et Kara bénéficient d'un don de matériel roulant de l'UE**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la seconde phase du Projet Eau et Assainissement au Togo (PEAT-2), trois villes viennent de bénéficier du matériel roulant pour l'opérationnalisation dudit projet. Il s'agit d'un don de la Délégation de l'Union européenne au Togo aux communes de Tsévié, Sokodé et Kara.



Remise symbolique du don au ministre Assimaïdou (dt)

C'est la Cheffe de la Délégation de l'UE au Togo, Mme Christina Martins Barreira qui a officiellement remis ce don, le mardi 30 janvier dernier, au ministre de la Planification du Développement, Ordonnateur National Délégué du FED, Kossi Assimaïdou, au profit des structures d'exécution.

C'était lors d'une cérémonie qui s'est déroulée au Garage central de Lomé.

Composé de dix (10) véhicules pick-up (Toyota Hilux) et de neuf (09) motos, ce matériel est destiné aux différentes structures impliquées dans la mise en œuvre du Projet Eau et Assainissement qui est à sa deuxième phase. Ainsi, les

communes de Tsévié, Sokodé et Kara de même que les directions régionales de la Société du Patrimoine de l'Eau et Assainissement en milieu urbain et semi urbain (SP-EAU) et de la Togolaise des Eaux (TdE) ainsi que des services régionaux d'hygiène et d'assainissement de base de ces villes vont bénéficier de ce

matériel flambant neuf ceci pour " assurer un suivi approprié de la mise en œuvre dudit projet ", a expliqué la diplomate en poste à Lomé.

Pour le ministre de la Planification, " ces matériels roulants viennent à point nommé renforcer les capacités de gestion des mairies en matière de fourniture de l'eau potable à nos populations ". Il s'agit là d'une " expansion après la phase couvrant la région Maritime et la ville de Dapaong " et cette phase 2 du PEAT va permettre de couvrir d'autres villes, notamment Tsévié, Sokodé et Kara pour le bonheur de nos populations. Le ministre Assimaïdou a, au nom du Chef de l'Etat, remercié l'UE pour son appui permanent au Togo.

Notons que le PEAT-2 financé à hauteur de 38 millions d'euros soit 24,9 milliards de FCFA par l'Etat togolais avec l'appui de ses bailleurs, consiste en l'amélioration des conditions de vie des populations, à travers la réalisation des adductions d'eau potable, des infrastructures d'assainissement domestique et l'amélioration de la gestion des déchets solides dans les communes de Tsévié, Sokodé et Kara. Ces investissements seront accompagnés d'un appui institutionnel.

Le PEAT-2 fait suite au PEAT-1 d'un montant de 13,1 milliards de francs CFA, en cours de réalisation dans deux villes : Atakpamé et Dapaong.

JPB

**Promotion du civisme et de la citoyenneté :**

**Des projets citoyens lancés à Bassar, Bafilo, Kéto et Kara avec l'appui du gouvernement**

Quatre organisations de la société civile lauréates de l'appel à projets citoyens lancé par le ministère chargé de la formation civique pour le compte de l'année 2017 ont entamé la mise en œuvre de leurs projets la semaine du 15 janvier dernier respectivement à Bassar, Bafilo, Kéto et Kara.



A Bassar, il s'agit de l'association " Jeunesse pour la survie " (JS) qui a lancé, le 15 janvier dans les jardins de la préfecture, son projet intitulé " Consolidation des actions citoyennes, civiques et de protection de l'environnement dans les préfectures de Mô et Bassar ". Ce projet entend contribuer à la lutte contre l'insalubrité liée aux ordures ménagères, emballages et déchets plastiques dans les communes de Djarkpanga et Bassar. A Djarkpanga, il implique essentiellement les femmes du marché tandis qu'à Bassar il prend en compte les établissements scolaires de la commune.

Binah), le projet lancé le 18 janvier à la gare routière de la ville est l'œuvre de l'association " ACTION CITOYENNE " et s'intitule " Clubs des amis pour la sécurité et la qualité universelle de l'éducation des jeunes " (CASQUES JEUNES). Il couvre Kéto et Kanté (préfecture de la Kéran) et vise la diminution des risques d'accidents de la circulation routière en luttant contre les comportements inciviques sur les routes à travers la sensi-

bilisation, la mise en place de clubs d'éducation routière et la promotion des casques dans les deux localités.

A Kara, c'est l'association " Action de communication pour un développement intégrale et durable " (ACDID) qui a mis en branle, le 18 janvier à la direction régionale de l'Action sociale, son projet dénommé " Mise en place d'un comité de promotion des valeurs citoyennes à l'école " dont l'objectif est de

promouvoir l'esprit civique et citoyen en milieu scolaire dans la préfecture de la Kozah. Pour ce faire, ce projet compte mettre en place dans cinq lycées pilotes un comité d'élèves chargé de veiller au respect des valeurs citoyennes, former les membres dudit comité et implanter un panneau de sensibilisation au respect des biens publics.

Lors du lancement de ces différents projets, les responsables des associations porteuses, en l'occurrence Mme Awaté Ouma Yana Georgette de l'IRLEP, MM. Anité Yata de JS, Bawinadama Dominique d'ACTION Citoyenne et Séoute Alouadjou d'ACDID, ont remercié le ministère chargé de la formation civique pour son appui et exprimé leur détermination à tout mettre en œuvre pour atteindre les objectifs visés par

leurs initiatives. La cérémonie de lancement a été présidée à Bassar par le préfet, Col Bonfo Faré, à Bafilo par le secrétaire général de la préfecture d'Assoli, M. Wéla Lassindala, à Kéto par le préfet de la Binah, M. Ataba Abalounorou, et à Kara par le secrétaire général de la préfecture de la Kozah, M. N'Lowak Kokoutché.

Initié depuis 2016 par le ministère chargé de la formation civique dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de formation civique et d'éducation à la citoyenneté, l'appel à projets citoyens est à sa 2ème édition en 2017. Il s'agit pour le gouvernement d'appuyer les organisations de la société civile pour promouvoir la participation citoyenne indispensable au développement du pays. Cette 2ème édition a permis de sélectionner au total 22 projets sur 146 dossiers de candidatures enregistrés sur toute l'étendue du territoire national.

P.A.

**Au Liberia, George Weah promet de réduire son salaire d'un quart :**

**Un engagement à prendre avec des pincettes**

Dans son " discours sur l'état de la nation ", le nouveau président libérien élu, Georges Weah annonce son intention de dépouiller la constitution réservant la citoyenneté aux " personne de couleur " et de réduire sa rémunération de 25%.



Le couple Weah lors de l'investiture

L'ancienne star du football, élu le 26 décembre dernier qui intervenait ainsi devant le Sénat et la Représentation nationale, estime " inutile, raciste et dépassé " l'article de la Constitution réservant la citoyenneté aux " personnes de couleur ". Il a regretté que des étrangers ne puissent pas

être détenteur d'une autre nationalité, estimant que beaucoup de Libériens chassés par la guerre civile (1989-2003) étaient devenus citoyens de leur pays d'accueil.

George Weah a également dénoncé l'interdiction faite aux étrangers de posséder des biens fonciers, au motif qu'elle est dissuasive pour les inves-

tisseurs. M. Weah a par ailleurs réaffirmé sa volonté de faire de l'éducation une " priorité constante et essentielle " de son gouvernement.

Commentaires

Cette profession de foi d'un politicien fraîchement élu à la magistrature suprême de son pays, n'a sûrement pas man-

Suite à la page 6

**CHRONIQUE**  
de la Semaine

63 Rue Bekpo, Tokoin Ouest  
Récépissé n°0338/05/03/08  
15 BP : 82 Lomé - Togo  
Tél: 23 20 92 75 / 90 01 21 69

**Directeur de la Publication**

**ALIZIOU ESSODINA**  
90 01 21 69

**REDACTION**

**Carole AGHEY**  
**A. KAPO**  
**B. Talom.**  
**Jean-Pierre B.**  
**Espoir D.**  
**Pierre AGBANDA**

**Imprimerie SDR**  
**Tirage : 2000 ex.**

**Faible mobilisation à la marche de la coalition hier :****L'opposition bloque le dialogue en brandissant des préalables et opte pour la rue  
La CSET et le SYNPHOT lancent leur grève pour une jonction d'action avec l'opposition**

La coalition de l'opposition continue toujours ses marches malgré la faible mobilisation de leurs militants qui de moins en moins ne croient plus aux résultats promis par leurs leaders. Les responsables des 14 partis de l'opposition qui avaient promis de chasser le président Faure Gnassingbé du pouvoir pourtant démocratiquement élu par le peuple en 2015, en quelques jours de marches sont désemparés. Après six mois de marches sous un soleil de plomb, rien n'a changé au mar-

quoir. Le président Faure Gnassingbé demeure aux commandes du pays et instruit son gouvernement de préparer les différentes élections prévues au cours de cette année. Pendant ce temps la C14 poursuit sa marche dans les rues.

Seulement voilà : qu'est-ce que la rue devait donner à l'opposition et qu'elle n'a pas fait depuis six mois que durent les marches sans un résultat tangible ? Mais aussi curieux que cela puisse paraître, les leaders martèlent à qui veut les entendre qu'ils poursuivront les marches jusqu'à atteindre leurs objectifs. " On fera autant de marches qu'il faut pour atteindre nos objectifs ", déclarait Jean-Pierre Fabre lors de la marche d'hier.

Pour Tikpi Atchadam, " nous sommes déterminés à marcher jusqu'au résultat final ". Cette position des deux leaders qui semble montrer leur détermination, cache mal, en réalité, leur désarroi face à la démobilitation qu'ils constatent de jour en jour.

En effet, l'on a du mal à comprendre Jean-Pierre Fabre dans ces actions politiques. Après une amère expérience de marches sans aucun résultat, le président de l'ANC devrait être pétri de connaissance en la matière au Togo. Mais hélas, l'on semble adorer les échecs en empruntant toujours les voies sans issue.

Après 5 ans de marches infructueuses, Jean-Pierre Fabre aurait pu conseiller Tikpi Atchadam qu'après six mois de marches, il faille changer de stratégie politique. Mais malheureusement c'est le chef de file de l'oppo-



Gilbert Tsolényanou (SYNPHOT)



Des leaders de l'opposition dans la rue



Atsu Atsa (CSET)

sition qui appelle à marcher jusqu'à l'épuisement des militants. La marche d'hier mercredi a montré une fois encore que les militants du CAP 2015 sont très peu nombreux contrairement aux militants du PNP dont le nombre est plus élevé.

Le PNP a mis en place une stratégie qui consiste à transporter leur militant d'Agoo-Zongo pour les déverser à Atikoumé avant le démarrage de la marche. Et à la fin les mêmes camions les transportent de la plage à destination d'Agoo Zongo ce qui les soulage un temps soit peu. Mais au finish, la mobilisation de la journée d'hier était très faible. Face aux difficultés, que l'opposition éprouve, la porte de sortie qui s'offre à elle, c'est le dialogue. Si au début de la crise elle rejetait toute idée de dialogue comptant prendre le pouvoir par insurrection, force est de constater aujourd'hui que cette stratégie n'a pas abouti. Elle n'a donc pas

autre choix que de recourir au dialogue pour s'en sortir.

C'est d'ailleurs pourquoi une délégation de la coalition est allée en Guinée et au Ghana pour solliciter l'intervention des président Alpha Condé et Nana Akoufo-Ado pour œuvrer en vue de la tenue du dialogue au Togo. Mais malheureusement elle pose encore huit préalables bloquant ainsi les chances d'une ouverture rapide du dialogue. Tout porte à croire que l'opposition togolaise manque de raison car elle est consciente que la rue risque de la lâcher et la seule issue c'est le dialogue.

**La jonction d'action des acteurs sociaux**

Cette semaine a été annoncée par l'opposition comme une semaine de catastrophe. Les acteurs sociaux, notamment des syndicats des enseignants et des médecins sont rentrés en grève pour booster les marches de l'opposition.

Dans l'éducation, c'est seulement la CSET de Atsu Atsa qui a appelé à la grève malgré le démarrage des travaux du comité mis en place pour se pencher sur les problèmes de l'éducation. Nombreux sont les enseignants qui ont compris le manège de cet homme et ont largement boycotté le mot d'ordre.

L'autre syndicat qui a voulu aider la coalition c'est le SYNPHOT. Si les revendications posées par ce syndicat sont légitimes, notamment l'équipement des structures sanitaires pour une meilleure prestation et mieux sauver les vies humaines, c'est le moment choisi qui met à nu ces vrais objectifs.

Pour qui connaît les accointances avec l'opposition des responsables de ce syndicat, il n'y a pas de doute que le choix de la date soit motivé par la volonté d'appuyer l'opposition dans ces marches inutiles.

Si Gilbert Tsolényanou,

porte parole du SYNPHOT, laisse entendre que, " c'est après moult négociations de couloirs sans résultats tangibles que l'Etat équipe un tant soit peu les centres de santé " l'on peut dire que leur revendication est en voie de résolution et que ce mouvement n'avait pas véritablement sa raison d'être. Mais seulement lorsque la lutte syndicale prend une coloration politique l'échec sera inévitable car un syndicat regroupe plusieurs tendances politiques ce qui fait sa force. Mais lorsque ce syndicat prend des allures politiques la division s'installe et fragilise la lutte syndicale.

Toute porte à croire que les mouvements d'hier n'ont pas eu un grand impact tel qu'espère l'opposition. Ces deux syndicats, notamment le SYNPHOT et la CSET, feront mieux d'appeler les acteurs politiques à s'asseoir autour d'une table comme l'a fait la semaine dernière quatre syndicats. Les stratèges peu féconds de l'opposition feront mieux d'aller au dialogue en faisant de leurs préalables des sujets de discussion. C'est la seule issue pour l'opposition qui peine de jour en jour à mobiliser ses militants complètement fatigués et visiblement dépassés face à une " marche de Sisyphe " qui leur est imposée.

Aliziou Dominique

**En marge du 30è Sommet de l'UA :****Faure Gnassingbé fait Champion du marché unique aérien africain**

Le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, vient de bénéficier de la confiance de ses pairs africains. En effet, en marge du 30ème Sommet de l'Union Africaine qui s'est déroulé en début de semaine à Addis Abéba, le président Faure Gnassingbé a été désigné par ses pairs africains, Champion du marché unique aérien africain, un important projet qui va booster ce secteur en Afrique. Le président togolais aura la lourde responsabilité de proposer aux prochains sommets de l'institution panafricaine africaine les résultats de ses démarches en la matière.

Un important projet verra le jour dans les prochains mois sur le continent africain. Il s'agit du projet d'un marché unique du transport aérien en



Coupure du ruban inaugural du nouveau projet

Afrique porté par l'Union Africaine. Le lancement de cet ambitieux projet a été fait le 29 janvier dernier à Addis Abéba, en marge du Sommet de l'UA. C'est le tout nouveau président de l'UA, le Rwandais Paul Kagamé qui avait à ses côtés le Togolais Faure Gnassingbé et le Président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, qui a procédé au dévoilement de la plaque consacrant le lancement de cet

important projet.

Le Président togolais aura la lourde responsabilité de coacher ce projet qui, à termes, va créer un véritable marché aérien en Afrique et faire profiter pleinement les compagnies aériennes du continent du boom économique dans ce secteur. Ainsi, lors des prochains sommets de l'UA, le Président togolais devra proposer les résultats de ses démarches devant assurer le

développement de notre continent via un véritable décollage du trafic aérien africain.

Rappelons que le choix porté sur le président Faure n'est pas anodin. On se rappelle que celui-ci avait joué un rôle non des moindres au moment fort consacré aux réformes institutionnelles de la CEDEAO alors qu'il était président en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et gouvernements de cette organisation régionale. Il avait réussi, grâce à son leadership direct et efficace, à relever ce grand défi. De même, le président togolais avait coordonné avec succès, la Cellule de riposte contre la maladie à virus Ebola qui avait fait, selon l'OMS, un total d'au moins 28 000 cas pour plus de 11 000 décès

JPB

**Grand meeting du mouvement des jeunes de UNIR :**

**La jeunesse du parti attachée aux valeurs de la paix**

Le mouvement des jeunes du parti présidentiel, Union pour la République (UNIR) a organisé, hier un meeting sur le terrain de Tokoin Forever à Lomé pour soutenir la politique de paix et de développement du Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé, Président de cette formation politique.



Les jeunes cadres UNIR

Dans son intervention, le délégué national de la jeunesse UNIR, M. Malick Natchaba, a remercié les jeunes du parti

pour leur mobilisation et leur ferme attachement à la politique de paix du chef de l'état Faure Essozimna Gnassingbé.

Il les a exhortés à donner le meilleur d'eux-mêmes afin de préserver la paix, l'unité et la concorde nationale, car, dit-il, le Togo est une nation bâtie

autour des idéaux et surtout d'un contrat social qui accorde une place importante à la paix, à l'amour de la patrie et surtout au respect des règles du vivre ensemble que ses fils et filles se sont librement données. Il a réitéré le soutien de la jeunesse au Président de la République Faure Gnassingbé, pour le climat de paix qui règne dans le pays et sa politique de développement.

Pour sa part, le délégué national à la Mobilisation, Noël De Poukn, a félicité le gouvernement pour l'ensemble des actions menées en faveur de l'autonomisation économique de la jeunesse, notamment le renforcement du climat des affaires, l'ouver-

ture vers la jeunesse et l'écoute permanente de celle-ci, la prise en compte des jeunes de toutes les couches sociales. M. De Poukn a félicité particulièrement le président Faure pour " son, leadership reconnu par ses pairs que ce soit dans le cadre de la Cedeao ou dans l'Union Africaine où il vient d'être désigné champion du développement du marché unique africain du transport aérien ".

Il faut rappeler qu'après cette rencontre des jeunes un autre grand meeting des femmes est prévu pour le 03 février prochain sur l'esplanade du Canal Olympia où il sera question d'une prière oecuménique pour la paix.

**Espoir**

**Education / Malgré l'ouverture des discussions, le flou toujours entretenu par des syndicats :**

**Le ministre Bawara appelle les enseignants à " œuvrer pour une accalmie "**

La crise que connaît le secteur de l'éducation semble avoir encore de beaux jours devant elle. Malgré la mise en place récemment par le gouvernement du Groupe de travail multipartite pour trouver des solutions aux problèmes et défis liés au secteur de l'éducation, et l'ouverture des discussions au sein de ce cadre, le secteur a connu de nouvelles perturbations depuis mardi dernier pour cause de grève des enseignants. Et comme si cela ne suffisait pas, la menace de grève ne sera levée de si tôt, disent les premiers responsables de la Coordination des Syndicats des Enseignants du Togo (CSET), organisatrice de ce mouvement de débrayage. C'est dans cette atmosphère pesante que le ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives, Gilbert Bawara, a lancé un appel aux enseignants en vue " d'œuvrer pour une accalmie et un apaisement dans le secteur de l'éducation ".



Le ministre Bawara entouré de ses collègues Tchakpèlé (g) et Aidam (dt)

tion du taux correspondant aux primes et indemnités et sa date d'effet " (point 2 de la plateforme revendicative). Et pourtant, le Groupe de travail est mis en place pour connaître des questions de ce genre.

Pour cette catégorie d'enseignants, le délai " trop long " de mise en application de la décision issue de la rencontre du 11 janvier témoigne du dilatoire du gouvernement...

Avec un tel comportement des membres de la CSET, on a l'impression que, malgré les efforts du gouvernement, ces enseignants sont de marbre. Et l'on a peur que le gouvernement tombe dans l'harassement surtout que ces syndicats ne donnent pas la chance aux discussions d'aller jusqu'au bout. Ce qui laisse observer qu'en réalité ces syndicats ont un autre agenda.

Après avoir engrangé tous les avantages accordés aux enseignants, il serait raisonnable de laisser un peu de répit au gouvernement afin de faire face à d'autres défis qui attendent dans d'autres secteurs, notamment celui de la santé qui vient d'exprimer aussi ses revendications via un mouvement de débrayage de 48 heures.

Notons que cette première réunion du Groupe de travail avait pour objectif de permettre aux acteurs impliqués de

déterminer un calendrier de travail et la conduite à suivre pour la réussite de sa mission, de constituer le présidium et de fixer le chronogramme des travaux.

Le président du bureau du comité de discussion, Gilbert Bawara, a exhorté les enseignants à faire " prévaloir l'intérêt du système éducatif en œuvrant pour une accalmie et un apaisement dans le secteur de l'éducation ". Le ministre a promis que " les discussions et travaux auront lieu en ayant à l'esprit les préoccupations actuelles dans le secteur de l'éducation et aussi dans le souci de bien faire. Nous aurons à l'esprit que nous travaillons pour le bien de l'éducation togolaise et nous allons nous efforcer de forger des propositions de solutions à moyen terme dans un esprit d'ouverture et de respect mutuel ".

De toute évidence, nul n'a intérêt à faire perdurer la crise à moins d'avoir un agenda caché qui, selon des indiscretions, se calquerait sur les aspirations politiques. Il vaudrait mieux pour tous de ne pas en arriver à un copinage avec les sphères politiques afin d'éviter toute amalgame car, beaucoup d'efforts ont été faits dans le secteur de l'éducation.

**JPB**

**FAIT DIVERS**

**UN VOLEUR SAUVEUR**

*Il était allé pour cambrioler mais in fine il a sauvé sa victime, un geste rarissime. L'homme propose et Dieu dispose, dira-t-on.*

Notre compatriote, Boitou, a 20 ans, mais déjà l'homme est vomis par la communauté au sein de laquelle il vit. Alors qu'il est toujours sous le toit de ses parents, il a cumulé cinq séjours à la prison civile de Lomé pour des délits majeurs et fortement regrettables. L'on a cru que son séjour carcéral allait lui faire prendre conscience mais peine perdue. Mais comme Dieu fait toujours bien ce qu'il fait, il lui a offert une opportunité pour changer sa vie. Cette opportunité s'est présentée le matin du 15 avril 2017.

Boitou avait choisi ce jour-là de cambrioler le sieur TOM, riche commerçant de son état et résidant au 4 Rue des Palmiers à Adidoadin à Lomé. Mais sa présence sur le lieu du crime lui a permis de vivre la planification d'un plan d'assassinat contre sa victime. Bien que cela ne fasse pas partie de son projet, sa conscience lui a dicté de sauver sa victime. Aussi, s'est-il caché dans le plafond jusqu'au retour du sieur TOM.

Alors qu'il s'était camouflé dans le plafond attendant l'occasion propice pour commettre son forfait, Boitou a aperçu la femme du propriétaire mettre une poudre, probablement du poison dans son plat.

Les échanges qui suivirent cet acte entre la dame et un homme arrivé peu après le départ du mari, ont confirmé la planification d'un drame. Ils prouvaient que la femme et son amant avaient ensemble décidé d'empoisonner le mari afin de lui prendre ses biens.

Le mari cocu étant arrivé quelques heures plus tard, réclama à sa femme de lui servir à manger. Celle-ci lui apporta le plat empoisonné. C'est au moment où il voulait manger qu'il entendit une voix l'interpellant en ces termes : " Ne mange pas cette nourriture. Elle est empoisonnée ". La voix se répéta plusieurs fois avant de renchérir : " Je suis un voleur, je suis venu pour te cambrioler mais je ne voudrais pas que tu meures. Si tu as un chien ou un chat, sers-le et observes le ". L'homme prit sur lui d'accueillir le voleur et de l'écouter.

La femme qui niait tout, regarda, elle aussi, le chien manger une partie de cette nourriture et mourir en quelques minutes. L'homme fit aussitôt appel à la police qui arriva quelques instants après.

Aux dernières nouvelles, la femme et son amant seraient sous les verrous. Quant au " voleur ", il est le plus heureux. Il aurait bénéficié d'une forte somme d'argent et un emploi dans l'une des boutiques de TOM. Puisse cette nouvelle opportunité lui permettre de naître de nouveau et de devenir un " gentil man ".

**B. TALOM**

# Civisme fiscal : L'OTR monte au front, les meilleurs contribuables récompensés

Afin de rendre plus visibles ses activités et se faire connaître davantage des contribuables et des opérateurs économiques, l'Office Togolais des Recettes (OTR) a initié du 25 au 27 janvier dernier des journées de promotion du civisme fiscal sur l'esplanade du Palais des congrès de Lomé. Ces journées ont été suivies de la célébration de deux événements, à savoir la Journée internationale de la Douane célébrée tous les 26 janvier dans le monde puis de la journée des contribuables visant la promotion du civisme fiscal au Togo.

Ces journées portes ouvertes constituent une volonté du gouvernement de rendre inclusives toutes les parties prenantes favorables au développement de l'économie nationale. A la cérémonie d'ouverture de ces journées étaient présents, le commissaire général de l'OTR, Adédzé Kodjo, le commissaire des services généraux, Philippe Tchodié, et le commissaire des impôts Esso-Wavana Adayi, ainsi que le personnel de l'OTR, les opérateurs économiques et autres contribuables.

S'adressant aux contribuables, le commissaire général a



L'apothéose des journées de promotion du civisme fiscal

dans son mot d'ouverture, témoigné sa reconnaissance à leur égard pour leur engagement citoyen à travers le paiement de leurs obligations fiscales. " Votre collaboration continue avec l'OTR dans sa mission de lutte contre la corruption et la fraude fiscale, de véritables gangrènes qui entraînent des déséquilibres dans l'économie, mérite une fois encore, d'être saluée", a-t-il souligné.

Tout en étant persuadé que le consentement volontaire à l'impôt demeure la plus noble voie de collecte des ressources pour le trésor public, M Adédzé a rappelé que l'objectif de l'OTR est de " parvenir à un renforcement du civisme fiscal du contribuable de manière à ce qu'il coopère désormais volontairement à l'impôt ".

Pour sa part, le commissaire des impôts et président du comité d'organisation de ces journées, M. Adayi Esso wavana, a exhorté tous les acteurs, chacun en ce qui le concerne, à jouer leur partition pour une mobilisation des recettes fiscales et douanières. Il a en outre salué les efforts consentis par le gouvernement qui ne ménage aucun effort pour " assouplir par diverses mesures d'allègement fiscal et douanier, le climat des affaires au Togo ".

Il importe de souligner qu'à l'apothéose de cette manifestation, 109 entreprises de toutes catégories ont été primées pour leur bon comportement durant l'année 2016 : elles n'ont pas d'arriérés en termes d'impôt ou de droit de douane. La distinction du meilleur contribuable est



Photo de famille des meilleurs contributeurs primés

revenue à la société de téléphonie mobile Togocel qui a contribué à hauteur de 27 milliards de FCFA.

## Des certificats de mérite pour plusieurs acteurs

En marge de ces journées de la promotion du civisme fiscal, il a été célébré la Journée Internationale de la Douane (JID) qui a lieu tous les 26 janvier. L'ouverture de cette journée qui est à sa soixante cinquième édition à travers le monde entier, a été présidée à Lomé par le Commissaire général de l'OTR en présence du président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT).

Placée sous le thème " **Un environnement commercial sûr au service du développement économique** ", cette journée spéciale souligne les efforts

des hommes et des femmes qui travaillent dans les administrations douanières du monde entier. Ce fut l'occasion pour le commissaire général de l'OTR de rappeler comment les douanes contribuent à assurer la sécurité et la prospérité de nos collectivités comme par exemple en luttant contre les trafics de drogue ou la contrefaçon.

L'OTR a saisi l'occasion de cette journée pour encourager 20 de ses partenaires et agents pour leur apport à la douane en leur délivrant des certificats de mérite.

Il a été organisé à cet effet une conférence de débat autour du thème principal deux sous thèmes à savoir " la sécurisation de la chaîne logistique internationale " et " le statut d'OEA ".

**Espoir**

## Togo: La FOADDIP, une entité de ESMC pour atteindre les 17 ODD

En vue de mobiliser toutes les forces productives des communautés locales pour la Production Commune au moyen de la plateforme ESMC, aux côtés du secteur public et d'organiser chaque localité en communauté économique chapotée par une société civile dans le but de la bonne gouvernance de la Production Commune, il est créé la FOADDIP (Fédération des Organisations Associatives pour le Développement Durable qui Intègre le Peuple).

La FOADDIP a tenu le 30 janvier 2018 à Lomé, sa convention en présence de 3 000 délégués venus des 387 cantons du Togo au premier rang desquels M. Christophe Akpoto, représentant le ministre de la Planification du Développement.

Placée sous le thème " La FOADDIP pour la bonne gouvernance de la Production Commune en vue de la réalisation des 17 ODD ", la convention a élu des bureaux cantonaux, préfectoraux et régionaux. Le bureau national est présidé par Germain Essohoua Méba, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT).

Initiée le 26 septembre 2015 au lendemain de l'adoption des 17 ODD, la FOADDIP répond à l'importance de la production commune, un concept économique d'intégration universelle mis en place par l'Entreprise Sociale de Marché Commun (ESMC).

La Combinaison ESMC/MCNP constitue un outil et un moyen d'intégration économique des communautés locales et globales dans la

production commune sans laisser personne de côté.

Le bureau ainsi mis en place aura la responsabilité de lancer sur les rails, le train à grande vitesse de la reproduction commune en mobilisant les communautés locales. " Grâce à notre grande mobilisation de capacité de production, nous pouvons atteindre ces objectifs avant 2030 et prouver ainsi au reste du monde qu'une petite révolution s'est déclenchée dans un petit pays de l'Afrique au sud du Sahara ", a déclaré Gabriel Batawila, premier vice-président de la FOADDIP.

Pour lui, le développement durable est une question fondamentale qui préoccupe la communauté internationale, les pays en développement, les organisations de la société civile et le secteur privé.

Le représentant du ministre de la Planification, Christophe Akpoto, s'est adressé aux délégués en ces termes : " Vous devenez un des bras ou un des pieds du gouvernement pour aider les populations". Il a convié les uns et les autres à travailler "à l'épanouissement du voisin, à l'épanouissement de l'autre, au rayonnement de notre pays".

Même le gouvernement compte sur cette fédération. " Cette intelligence dont les initiateurs ont fait preuve témoigne que le génie togolais est capable d'aller au-delà de tout. J'imagine la tâche que les attend. Tout ce que vous ferez pour donner un peu d'espoir au citoyen, pour permettre à un citoyen de survivre et pour qu'il ait la joie, le gouvernement vous y



La table d'honneur

encourage", a indiqué le représentant du ministre de la Planification.

Outre la mise sur pied des bureaux, il a été aussi question au cours de cette convention de présenter aux délégués, la FOADDIP dans son ensemble, ses composantes et son mécanisme de fonctionnement, la plateforme de l'ESMC et les ODD.

La FOADDIP a pour objectif de contribuer à la réalisation des 17 ODD qui sont des objectifs universels visant un développement humain intégral " sans laissés-pour compte " à l'horizon 2030.

Cette fédération compte aider à l'élaboration et au montage technique, socioéconomique et financier des projets d'équipements sociaux, notamment des centres de santé, écoles, aménagement hydro-agricole et des projets d'entreprises notamment agriculture, élevage, petites unités industrielles ou semi artisanales.

L'atteinte des ODD passe par une bonne gestion d'actions communes et la bonne gouvernance de la production commune, estime le gérant de l'ESMC. De ce fait, les initiateurs indiquent que la FOADDIP est mise sur pied dans le but

d'assurer la bonne gouvernance et l'organisation de la production industrielle dans chaque localité du Togo. Il revient au nouveau bureau de la FOADDIP de veiller à ce que tous les Togolais se retrouvent sur la plateforme de l'ESMC qui compte déjà plus de 500.000 personnes.

Selon les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), au Togo, plus de la moitié de la population n'arrive pas à manger trois (3) fois par jour. En vue de parvenir à l'élimination de la faim, l'assurance de la sécurité alimentaire, l'amélioration de la production et de la promotion de l'agriculture, l'ESMC a trouvé la solution idéale au travers de sa première activité. Il s'agira de doter toute personne d'un bon de consommation de 30 000 francs CFA mensuels qui serviront à la consommation des produits alimentaires togolais.

Dans le domaine de la santé, la FOADDIP devra identifier dans toutes les contrées, les besoins de la population en termes de centres

de santé, de personnel et travailler à avoir ces centres sur place.

Pour l'éducation de qualité, il est prévu des solutions dans des localités où les élèves sont tenus de parcourir plusieurs kilomètres avant d'aller à l'école.

En ce qui concerne l'égalité des sexes, des efforts sont également en train d'être faits. Dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et du travail décent, près 884 jeunes recrutés dans les cantons mettront en œuvre la " production commune".

Au Togo, le secteur primaire n'est pas tellement développé mais il occupe plus de 70% de la population active. Le secteur secondaire est pratiquement inexistant. Un coup de main sera apporté à l'agriculture togolaise et des entreprises seront mises sur pied pour la transformation des produits qui sortent des champs.

D'autres initiatives sont prévues relativement aux autres objectifs en vue de leur atteinte effective avant 2030 au Togo.

La CCIT, la chambre d'Agriculture, la Chambre des métiers, l'UONGTO, FONGTO et l'ANVT accompagnent la FOADDIP pour réaliser ensemble le programme onusien des ODD aux côtés du secteur public.

Notons que l'ESMC est une Entreprise de droit commercial qui a pour objet le conseil en organisation des affaires commerciales, la recherche et le développement de logiciel, l'exploitation du logiciel MCNP et le commerce sur Internet.

**Carole AGHEY**

**Statu quo dans la crise sociopolitique togolaise :**

**David Gilmour invite les acteurs politiques à faire leur la philosophie de Martin Luther King pour une issue heureuse**

*Déjà cinq (05) mois que la crise sociopolitique dure. Et il est difficile de prévoir quand exactement cette galère prendra fin, tant les protagonistes campent, chacun, leurs positions. Malgré l'immixtion de la communauté internationale dans cette guéguerre entre Togolais via la médiation ghanéenne et guinéenne, le peuple togolais ne semble pas encore voir le bout de tunnel. Cette crise politique impacte au jour le jour négativement l'économie togolaise qui, pourtant, avait commencé par sortir la tête d l'eau.*

*C'est dans cette atmosphère pesante d'incertitudes que certains hommes éclairés, loin de s'immiscer directement dans cette crise, préfère indiquer aux Togolais la voie à suivre qui est déjà tracée par des nations ayant connu pire et qui, aujourd'hui sont un exemple de démocratie.*

*Loin de nous replonger dans l'histoire des Etats-Unis d'Amérique des années de plomb de la tyrannie des hommes Blancs contre leurs frères de "couleurs", nous vous laissons découvrir la "formule de Martin Luther King" aux peuples en difficulté, ici proposée par le diplomate américain en poste au Togo, David Gilmour. Lisez plutôt !*

**Article d'opinion**

**DAVID GILMOUR : L'idéologie de Martin Luther King rapportée à la situation politique togolaise**

Chaque année, les Etats-Unis dédient le mois de janvier à la célébration de la naissance, de la lutte, et de l'héritage du Dr Martin Luther King Jr, icône américain - devenu universel - de la non-violence et d'une société plus juste. Bien qu'il ait vécu seulement trente-neuf ans, il a profondément changé le cours de la vie américaine. Son héritage dans la lutte pour la paix, la justice et l'égalité continue d'inspirer les gens dans le monde d'aujourd'hui. Cette année 2018 marque aussi le cinquantième anniversaire de la mort de King et, pour lui rendre hommage, l'ambassade des Etats-Unis a créé une exposition sur sa vie et ses messages, exposition qui va sillonner trois villes du Togo: Lomé, Kpalimé et Aného. Le but est d'informer sur la vie du Dr. King, mais aussi, de nous lancer un défi en posant cette question : Qu'avons-nous fait de l'héritage de King?

Je pense que c'est une obligation pour moi de dire quelques mots sur la raison pour laquelle le message de

Martin Luther King reste aussi pertinent et puissant. King a toujours cru qu'il était un citoyen du monde entier. Comme il l'a dit et je cite : "Nous sommes pris dans un inéluctable réseau de réciprocités, habillés d'un destin commun. Tout ce qui affecte directement un, affecte tous indirectement." Cela signifie que le message de King s'applique à un Togolais en 2018, tout comme il s'appliquait à un Africain-américain à Birmingham en Alabama en 1963.

Quelles leçons pouvons-nous donc tirer de la philosophie de King pour l'appliquer au contexte actuel du Togo? À mon avis, il y en a deux qui sont les plus pertinentes. La première leçon est la suivante: la possibilité continue de résilience et de réconciliation.

La lutte des droits civiques aux Etats-Unis n'était pas une lutte pour renverser un ordre par un autre. C'était un effort visant à corriger une injustice historique et faire de l'Amérique, une nation meilleure et plus forte. Beaucoup d'entre vous connais-



David Gilmour, Ambassadeur des USA au Togo

sent le fameux discours de King " I have a dream " (" je fais un rêve ") dans lequel, il a imaginé un avenir d'harmonie et d'égalité raciales. Mais le rêve de King était comme il l'avait dit " profondément ancré dans le rêve américain. " C'était un appel à l'action lancé à une nation qui a dévié de sa route pour la faire revenir sur la bonne voie. L'éthicien Jonathan Haidt a dit que : " le discours de King est parmi les plus célèbres de l'histoire américaine parce qu'il présente notre plus grande déchéance morale comme une opportunité de réconciliation nationale. "

En tant qu'un prédicateur, King a adopté l'approche chrétienne selon laquelle tous les hommes ont naturellement des défauts, et cela se prolonge dans les systèmes de gouvernement qui sont créés. Mais en même temps, King croyait que les hommes et les gouvernements sont capables de trouver la grâce et la rédemption.

Mes chers amis, personne ne peut nier qu'aujourd'hui le Togo est profondément divisé, et que le tissu social est profondément ravagé par la crise politique des derniers mois. Mais je pense que la philosophie de Martin Luther King défie tout le peuple togolais à renouer les liens qui l'unissent et à travailler ensemble, de manière constructive, honnête, et, de surcroît,

non violente, pour atteindre une réconciliation nationale basée sur les idéaux et les valeurs sur lesquels le pays a été fondé.

La seconde leçon importante que nous pouvons tirer de la vie de King est la suivante: n'importe qui - peu importe son lieu de naissance, sa fortune ou son niveau d'instruction -peut changer le monde.

Martin Luther King a dit : "Tout le monde peut être grand ... parce que n'importe qui peut servir". Cela signifie que tout ce qui est requis pour la grandeur est un engagement à servir les autres et à travailler sans relâche pour créer un changement positif dans le monde.

King n'était pas né dans la richesse ou le privilège. Les

hommes et les femmes qui étaient au premier rang du mouvement des droits civiques n'étaient ni riches ni puissants. Ils étaient de jeunes étudiants, de pauvres fermiers, des servantes et des concierges. Mais ils ont pu changer l'Amérique et inspirer le monde.

Je vous encourage donc à devenir des artisans du changement. Si vous voyez un problème, organisez-vous avec vos amis et faites tout ce que vous pouvez pour le résoudre.

Vivre l'héritage de Martin Luther King n'est pas une tâche facile. Cela demande de la patience, de la persévérance et de la force de caractère. Cela nous oblige chaque jour à renouveler notre engagement envers sa vision de la paix et de la justice. Aux États-Unis aujourd'hui, 50 ans après sa mort, nous continuons de lutter pour réaliser la promesse de King. Bien qu'il y ait eu des progrès remarquables, nous savons que le travail n'est pas terminé.

Toutefois, nous continuons de garder la foi, l'espoir et l'optimisme parce que, comme King l'a dit, l'arc de l'univers moral est long, mais il tend vers la justice."

**Santé**

**A la découverte du Code de la Santé du Togo (suite)**

*Dans cette parution, nous parlons de TITRE II (Mesures sanitaires spécifiques), Chapitre 1er (Protection sanitaire de la famille et de l'enfance) et la Section 4 qui porte sur les Avortements et abortifs.*

**Section 4 : Avortement et abortifs**

**Article 106 : L'avortement** provoqué ou l'interruption volontaire de grossesse est interdit.

Constituent un délit d'avortement, les manœuvres pratiquées en vue de l'interruption volontaire ou provoquée d'une grossesse à l'aide des remèdes, substances, instruments ou objets quelconques.

Le délit d'avortement peut être commis soit par la femme sur elle-même, soit par un tiers sur la femme.

**Article 107 : Toute** infraction aux dispositions de l'article 106 ci-dessus sera punie d'une peine d'emprisonnement de trois (03) mois à deux (02) ans et d'une amende de cinq cent mille (500 000) à deux millions (2 000 000) de Francs CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les tribunaux ordonneront, dans tous les cas la confiscation des remèdes, substances et autres objets saisis. Ils pourront en outre prononcer à l'égard du condamné la suspension temporaire ou l'incapacité d'exercer la profession à l'occasion de laquelle le délit aura été commis.

Sera puni des mêmes peines : **1- quiconque** aura provoqué un avortement alors même que cette tentative n'aura pas été suivie d'effet ;

**2- quiconque** aura vendu, mis en vente ou fait vendre, distribué ou fait distribuer, de quelque manière que ce soit, des remèdes, substances, instruments ou objets quelconques ayant servi à l'avortement sachant qu'ils étaient destinés à commettre le délit d'avortement, alors même que cet avortement n'aurait été ni consommé, ni tenté, et alors même que ces remèdes, substances, instruments ou objets quelconques proposés comme moyens d'avortement efficaces seraient, en réalité, inaptes à les réaliser.

**Article 108 : L'avortement** thérapeutique est autorisé

On entend par avortement thérapeutique, l'avortement provoqué dans le but de sauver la vie d'une mère menacée par la poursuite d'une grossesse.

La nécessité d'un avortement thérapeutique est constatée par le médecin traitant et confirmée par deux autres médecins. Ces trois (03) médecins dressent un procès-verbal circonstancié.

Après avis d'un comité de trois (03) médecins, une interruption de grossesse, consécutive à un viol constaté ou d'un inceste prouvé peut être autorisée.

**Article 109 : Tout** médecin qui aura dressé un certificat médical de complaisance pour avortement thérapeutique ou qui en serait complice sera puni d'une peine d'emprisonnement de trois (03) mois à deux (02) ans et d'une amende de cinq cent mille (500 000) à deux millions (2 000 000) de Francs CFA ou de l'une de ces deux peines seulement.

**A suivre...**

**Au Liberia, George Weah promet de réduire son salaire d'un quart :**

**Un engagement à prendre avec des pincettes**

Suite de la page 2

qué d'haranguer les foules et de déchaîner des passions, et pour cause : au moment où nombre de chefs d'Etat africains sont constamment mis en cause de se remplir les poches en dilapidant les maigres ressources de leur pays, un tel engagement de George weah mérite d'être salué parce que digne d'un record Guinness. Cependant au regard des réalités de la gestion des affaires publiques qui sont têtues, il y a lieu de se demander si le nouveau magistrat suprême du Libéria peut se donner les moyens requis pour tenir son engagement.

La question mérite tout son sens si on considère qu'avant lui, tous ses pairs, qui dans la fièvre de la campagne ou l'euphorie d'une victoire électorales s'étaient laissé à des langages imprudents et à de l'optimisme béat, ont tôt fait de se raviser, donnant ainsi à leurs compatriotes, l'amère impression d'un symbole vivant et vibrant de la démagogie populiste.

En effet, aux premières heures de leur accession à la magistrature suprême, les présidents MackySall du Sénégal et Patrice Talon du Benin ont réitéré avec force conviction leurs promesses électorales

portant sur la réduction du mandat présidentiel de 7 ans à 5 pour le Sénégalais et l'exercice d'un mandat unique de 5 ans pour le Béninois.

Aujourd'hui, confrontés aux affres du "Real politik " ces chefs d'Etat entretiennent un mutisme sur la question ou s'en remettent carrément à la constitution qui, en la matière, se fait plus que jamais intraitable. Aujourd'hui que le nouvel élu George Weah s'engage dans une voie similaire à quelques détails près, il y a lieu de tirer la sonnette d'alarme pour cette profession de foi soit prise avec des pincettes.

**Ricardo**

# BURKINA FASO : Le regard d'un insurgé des 30 et 31 octobre 2014

**Le peuple burkinabé croyait à l'intégrité des hommes politiques pour apporter un changement avec l'alternance et le départ de Blaise COMPAORE. Du pré insurrectionnel au gouvernement actuel de Rock Marc Christian KABORE en passant par ce que d'autres ont appelé " transmission " au lieu de " transition ", les insurgés se réveillent-ils d'un grand cauchemar avec une douche froide de la déception politique, sociale et économique au " Pays des hommes intègres " ?**

**Le peuple burkinabé de nature est un peuple insurgé.**

L'histoire du peuple burkinabé est celle d'un peuple habitué à l'insurrection populaire. En décembre 1975, ce sont les grèves syndicales dirigées par Jo WEDER revendiquant le retour à une vie constitutionnelle qui ont emporté le régime de feu Maurice YAMEOGO, président de la Haute Volta.

Cependant nous pouvons dire que c'est avec les quatre ans sous le Capitaine Thomas SANKARA que le peuple a connu sa maturité politique et s'intéresse plus à la gestion du pouvoir d'Etat. Le charisme du camarade leader affectueusement appelé " Thomsan " a suscité progressivement cette envie des Burkinabés de s'assumer et de lutter contre le néocolonialisme.

## Transition ou transmission ?

Les dérives de la transition dès les premières heures inquiétaient déjà. L'insurrection du 31 octobre 2014 a eu une grande portée historique dans le monde démocratique. Le temps euphorique qui sublime toute insurrection réussie a été de courte durée. Après trois ans, nous avons un regard croisé sur les acquis et dérives de cette insurrection.

Après le départ de Blaise

COMPAORE, le peuple ne comprenait pas pourquoi aucun leader politique ne voulait assumer la transition. Pour éviter une vacance trop prolongée d'un gouvernement pouvant assumer et assurer la transition, l'armée a jugé bon de prendre le pouvoir avec la bénédiction des OSC. L'absence des partis politiques sur le terrain en ce moment historique opposée à la présence active de la société civile légitimait la prise du pouvoir par l'armée sollicitée pour rétablir l'ordre et assurer la sécurité du pays.

Tout était clair, aucun politique ne voudrait se sacrifier pour gérer la transition. Où est passé cette volonté des leaders politiques de se sacrifier, s'interrogent les insurgés.

## Musellement du peuple par la transition en complicité avec certains acteurs de la société civile

La société civile, en acceptant de rentrer dans le gouvernement de transition et d'être des acteurs du Conseil National de la Transition, commettait la plus grave erreur qui faisait d'ailleurs sa force. La société civile burkinabé depuis lors avait rompu avec sa vision qui était pour le peuple d'être une interface entre la société et l'Etat.

Le peuple constatait déjà



Christian Marc Kaboré

avec regret qu'il avait fait confiance à des leaders de la société civile inféodés par les partis politiques. On parlait déjà de transmission que de transition dans les kiosques et les débats de ménages. Les leaders de la société civile qui devaient assurer la veille citoyenne, étaient impliqués dans la gestion; attirés par l'odeur faisandée du pouvoir. La démission de l'opinion publique dans son rôle a fait naître en effet une opinion forte du citoyen qui prend son destin en main pour instaurer de manière officieuse un tribunal d'opinion populaire. La pression de ce tribunal populaire va faire vaciller la transition dans la nomination des ministres et de certains responsables d'institutions.

Les émissions interactives des radios locales étaient devenues des canaux d'expression de citoyens ordinaires insurgés d'hier et mécontents aujourd'hui face aux dérives de la transition. La suppression des émissions interactives inquiétait les hommes de presse qui ont saisi le Conseil

Supérieur de la Communication (CSC) pour que les émissions soient réhabilitées. Le pouvoir transforme-t-il l'homme ? Voici la question que se posait le peuple.

## Le parachutage politique : une gangrène qui a dérouté la transition de sa mission première

Il faut rappeler les échauffourées entre les leaders de la société civile au moment de la désignation des membres du Conseil National de la Transition. Les insurgés ne comprenaient pas pourquoi la transition pouvait supprimer des émissions qui d'ailleurs ont servi de moyens de pression aux OSC qui soupent aujourd'hui avec les gouvernants.

En rappel, ce sont ces mêmes émissions qui ont conscientisé le peuple pour chasser Blaise COMPAORE. La confusion planait, les insurgés cherchaient à voir les vraies intentions des leaders des OSC et des acteurs de la transition. Du gouvernement de la transition en passant par le CNT, on était en face de personnes qui s'essayaient au pouvoir dans leurs postes respectifs.

Les improvisations et adaptations amateurs paraissaient perceptibles par le citoyen ordinaire qui s'interrogeait sur la destination du vol " AIR TRANSITION ". Certaines déclarations hasardeuses démontraient que beaucoup devaient faire un apprentissage politique avant de mériter leur poste.

Au moment où la transition semblait avoir la maîtrise et le contrôle de la gestion du pouvoir et que certains leaders de la société civile réclamaient les réformes politiques pour une refondation totale de la démocratie, la classe politique une fois absente était préoccupée à la mobilisation pour les échéances électorales qui s'annonçaient et c'est le coup d'Etat du Régiment de Sécurité Présidentielle qui est venu faire basculer les efforts de la transition avec son lot de mystères.

Faut-il être insurgé en

## Afrique ?

"Jamais plus rien ne sera pas comme avant " ; un slogan que scandaient les acteurs de la transition partout pour rassurer le peuple sur leur intégrité. Ce slogan paraissant nouveau est un ancien slogan sur la scène politique burkinabé. C'est un slogan qui faisait partie des slogans du Conseil Provisoire du Salut du Peuple du 07 novembre 1982.

Avec un bilan de dizaines de morts et quelques blessés graves après l'insurrection, la transition avait pour obligation sociale, politique et historique de mettre en place des stratégies pour gérer les blessés et les familles victimes de l'insurrection. Mais il est décevant de constater qu'en plus de la trahison de la transition dans sa gestion et ses manœuvres pour transmettre le pouvoir au MPP, l'on puisse ajouter avec grand regrets l'indifférence des autorités et des acteurs à gérer ces personnes qui ont lutté et perdu la vie pour que l'alternance tant souhaitée.

Délaissés et oubliés, les blessés d'insurrection et les familles des victimes ne se contentent que de ce monument des martyrs érigé dans la capitale burkinabé. Le deuxième anniversaire boycotté par ces derniers a obligé le gouvernement de Rock KABORE à faire un geste et à prendre des engagements. Mais on peut le constater, l'agenda des politiques n'est pas forcément celui du peuple.

Au troisième anniversaire, il était inconcevable de voir des images de plus de six personnes trainant des balles dans leur corps par manque d'assistance de l'Etat pour une opération. Où sont passés alors ces leaders des OSC qui réclamaient la paternité de l'insurrection ? Ces images de blessés et des reportages sur les familles des braves hommes et femmes laissés pour compte dépassent l'entendement des insurgés d'hier.

L'insurrection des 30 et 31 octobre 2014 a été une transition de renforcement du contrôle citoyen de la gestion du pouvoir d'Etat. Mais les insurgés d'hier se morfondent en silence dans cette obscurité froide et silencieuse de la gestion du Burkina. Le gouvernement de Rock KABORE semble ne pas avoir pris ses repères dans ce tourbillon de grogne sociale et les éclairs des attaques djihadistes.

Si le terrain politique est la théâtralisation sociale, alors faut-il croire que les hommes politiques sont les mêmes ?

**Correspondant à Ouagadougou, Pierre KORBE**

## AVIS DE DECES

Togbé MIKPOSSONOU Aboni II, Chef canton de Hompou

Monsieur SOSSOU Innocent, Consultant en informatique

Monsieur SOSSOU Victor James, Consul Honoraire de la République de Slovaquie au Togo

Monsieur SOSSOU Jean-Baptiste, Consultant en informatique

Leurs frères et sœurs,

Leurs épouses, époux et leurs enfants,

Les Familles SOSSOU, AMEZIAN

Les familles parentes, alliées et amies, ont l'immense douleur de vous annoncer le décès de leur Très Chère et Regrettée Mère :

**rappelée à Dieu le 04 Décembre 2017 à Lomé dans sa 96ème année**

Vous renouvellent leurs sincères remerciements et vous prient de bien vouloir assister ou de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront suivant le programme ci-après :

**Vendredi 02 Février 2018 :**

18h30 : Veillée de prières et de chants dans la maison mortuaire à Cacaveli en face de la

Maison de formation des Frères COMBO-NIENS

**Samedi 03 Février 2018 :**

8 h 00 : Mise en bière

9 h 00 : Culte d'enterrement à la Maison mortuaire.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

**Les familles recevront les salutations de compassion après l'enterrement dans la maison mortuaire.**

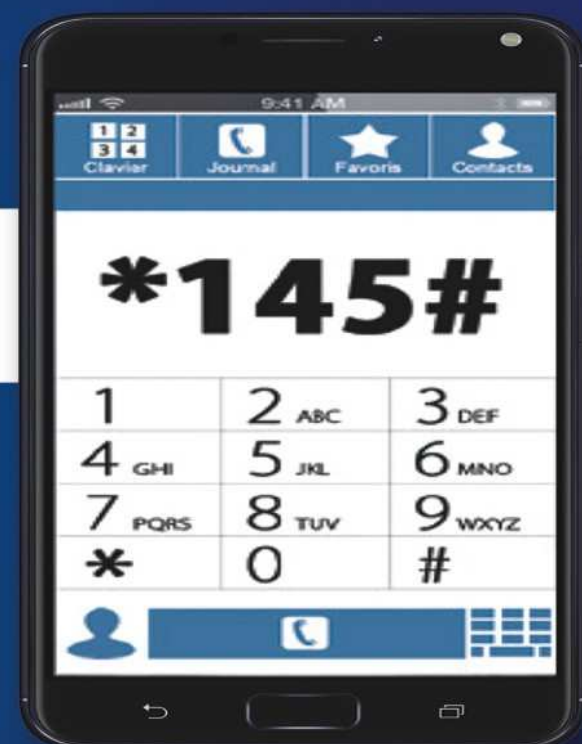




Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto,  
**PAYEZ** facilement l'IRTR  
à partir de votre mobile



**\*145\*6\*5\*2#**



**Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin**

*(Exemple : TG \*\*\*\* B6)*

**Vous recevez la notification d'imposition  
précisant le montant à payer**

*Confirmez le paiement*

**Saisissez votre code secret de compte TMoney  
pour valider la transaction**

*Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de  
l'opération.*

FEDERER POUR BATIR  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)



Togotelecom

## COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTEL E QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIE NT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE \* **145\*6\*3\*2\*1#**
- 2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE \* **145\*6\*3\*2\*2#**

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT D OIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGL E SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE